



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DE L'AVEYRON**

**PREFECTURE**

Direction  
de la Coordination  
des Actions et des Moyens  
de l'Etat

**ARRETE PREFECTORAL N° 2015100 - 0001**

**du 10 avril 2015.**

**OBJET :** Arrêté préfectoral de mise en demeure  
Commune de VIVIEZ  
Société Aveyronnaise de Métallurgie (SAM)

---

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**

*chevalier de la Légion d'Honneur*

**VU** le titre I du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 autorisant la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE à exploiter ses installations de fonderie sur le territoire de la commune de VIVIEZ ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 janvier 2015 ;

**CONSIDERANT** que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas les articles 2.3.1 et 2.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant des valeurs limites de ses rejets aqueux ;

**CONSIDERANT** que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant des niveaux limites admissibles de bruit ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces écarts ne permettent pas de garantir que les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont préservés ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

.../...

# ARRETE

## Article 1 : Objet

La SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE dont le siège social est situé, Zone industrielle des Prades à VIVIEZ (12 110), est mise en demeure :

Sous un délai maximal de 3 mois :

- de respecter les valeurs limites de rejet de ses effluents en application de l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- de respecter les niveaux limites admissibles de bruit en application de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011, en réalisant si nécessaire une étude acoustique accompagnée d'un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité.

pour ses installations de fonderie situées sur le territoire de la commune de VIVIEZ.

## Article 2 : Sanctions

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup>, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des suites pénales.

## Article 3 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## Article 4 : notification et exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Villefranche de Rouergue, la direction régionale de l'aménagement, de l'environnement et du logement et l'inspecteur de l'environnement chargé des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera notifié à la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE et publié au recueil des actes administratifs du département. Une copie sera adressée à Monsieur le maire de la commune de VIVIEZ,

Le préfet,  
Pour le préfet  
le secrétaire général



Sébastien CAUWEL